

# #Reset, une démarche apprenante

YEARBOOK  
2021

Rapport d'étape  
au 31 décembre 2021



# Sommaire

**Éditorial** 02

**Des coalitions actionnées en 2021** 07

**Des coalitions en production** 8

Pour des données environnementales d'intérêt général  
actionnables par les acteurs du territoire,  
Pour un numérique au service de la qualité démocratique

**Des coalitions à potentiel** 16

Dématérialiser sans déshumaniser  
Pour des formations supérieures numériques intégrant les  
questions sociales, éthiques et environnementales  
Self Data, Faire des données personnelles une source de pouvoir  
citoyen  
Pour des algorithmes et systèmes d'IA responsables et maîtrisés

**Des intentions qui s'affirment** 26

Pour un numérique au service de l'équité éducative  
Pour un achat public numérique responsable et conscient de ses  
choix  
Pour un numérique faisant aux femmes une place égale à celle  
des hommes

**#Reset à la convergence des intentions et des dynamiques** 31

Quel numérique voulons-nous ? l'élan vers un numérique choisi

Deux exemples de projets pour incarner la recherche d'impact

Quelles transformations numériques contemporaines de l'action  
publique ?

Conviction #Reset et engagement des acteurs et de l'écosystème

**Boîte à outils** 41

# ÉDITORIAL

# Un rapport d'étape

*A l'origine du programme #Reset, il y a le diagnostic sévère d'un numérique sur la sellette, trop souvent subi, parfois prédateur, globalement inadapté au monde de demain ; et une conviction optimiste : nous avons de nombreux leviers pour transformer le cours des choses si nous parvenons à décrire ce que nous souhaitons et à nous rassembler entre acteurs hétérogènes. 2019 a été l'année d'une prise de conscience collective rassemblant acteurs publics et industriels, développeurs et designers, commanditaires et usagers, chercheurs et associations, cristallisée dans la phase initiale de #Reset, et aussi par l'éclosion, toujours vivace aujourd'hui, d'un ensemble de tribunes, chartes et manifestes.*

En 2020 nous avons choisi d'embrayer vers l'action en construisant un programme transformateur à vocation d'impact : nous avons proposé 20 thèmes de coalitions sur lesquels nous avons détecté des contributeurs et des dynamiques possibles, trouvé des soutiens, forgé des méthodes, construit un calendrier. La crise covid a chahuté ce calendrier, freiné des partenariats et fragilisé la Fing, elle a rendu impossibles certaines rencontres et certains temps forts, mais elle a aussi permis d'avancer mieux à distance sous différents formats, les #Reset days mensuels, la contribution à de nombreux événements et webinaires partenariaux, un grand nombre d'échanges bilatéraux. Et surtout elle a montré avec acuité l'actualité des questions que nous posions, nous encourageant à réinventer le numérique.

## Une démarche apprenante

Deux ans de ce programme nous ont beaucoup appris, collectivement, et ce rapport d'étape permet de prendre appui sur ces apprentissages. Ces deux ans nous ont permis d'avancer sur plusieurs sujets, de construire de premières coalitions ; pour d'autres, nous avons compris que le calendrier pouvait s'ajuster, quand des faits nouveaux sont à prendre en compte : un progrès législatif qui fait évoluer le cadrage envisagé (comme l'indice de réparabilité), un travail d'autres acteurs (comme le guide de l'achat responsable DINUM-DAE-INR) avec lequel il est utile de s'interfacer.

Il faut aussi savoir prendre son temps quand un sujet n'est pas assez mûr : il y a un chemin nécessaire entre l'énoncé d'une coalition possible et son point de départ, pour expliciter, documenter et faire partager le diagnostic initial et construire le noyau et le premier cercle de contributeurs. La Fing doit notamment jouer son rôle en produisant, sur la base de ses travaux, des ressources accessibles et

actionnables pour nourrir les coalitions : elle choisit d'y consacrer en 2022 davantage d'énergie et d'en chercher les moyens.

Nous avons aussi tiré parti de nos premières expériences pour décider, en accord avec les partenaires du programme, d'un cadrage temporel plus simple pour les coalitions qui s'engagent en 2022.

Dans un monde où les intentions du "numérique responsable" donnent lieu à de nombreux travaux et projets, à quoi sert #Reset ? Est-il utile là où d'autres acteurs font du bon travail ? Nous sommes convaincus que oui.

#Reset fournit un cadre général décloisonné, utile aux stratégies des nombreux acteurs qui réinventent leurs approches de la transition numérique, et à la convergence des nombreux horizons souhaitables. Nous y revenons ci-dessous en faisant le point sur des dynamiques convergentes.

#Reset fournit un canevas opérationnel collectif, utile à tous ceux qui, après les chartes et les manifestes, veulent agir, trouver des alliés, qualifier des leviers, identifier concrètement des petites victoires et des objets d'atterrissage.

## Un cadre général pour le "numérique responsable"

[Le cahier d'enjeux #Reset](#) (janvier 2020) a synthétisé des visions d'un numérique souhaitable : tribunes d'acteurs du numérique et de la société civile, questions du travail et de l'inclusion, questions de modèles d'innovation, définition de 7 "qualités", confrontation aux objectifs de développement durable. Il a déjà inspiré différentes stratégies de territoires, d'entreprises et de fédérations associatives.

On nous partage souvent la difficulté à faire converger tous ces "souhaitables" dont chacun a ses dynamiques propres, ses activistes voire ses locomotives : la culture du greenIT et de la sobriété n'est pas la même que celle de l'inclusion ou celle de la qualité de vie au travail.

Il s'agit donc, pour nous tous, de proposer une vision claire sans en escamoter la complexité : #Reset n'est pas une juxtaposition de coalitions, c'est la proposition d'un cadre collectif permettant de rassembler les forces pour faire bouger les lignes. On a beaucoup analysé les impacts du numérique sur la société, il s'agit ici de travailler aux impacts de la société sur le numérique.

Trois familles d'enjeux y sont rassemblées :

- Enjeux de démocratie, d'éthique, de libertés et de confiance
- Enjeux d'inclusion, capacitation, éducation, émancipation
- Enjeux environnementaux.

Construire une stratégie ou une feuille de route alliant ces enjeux est aujourd'hui l'horizon immédiat de beaucoup d'organisations publiques, d'entreprises, d'associations professionnelles, d'ONG. Puisqu'aucun de ces acteurs ne peut à lui seul changer la donne, #Reset constitue à la fois une communauté ouverte, des ressources partagées et un outillage méthodologique facilitant les renforts mutuels.

Cette phase initiale débouche, début 2022, sur la concrétisation de plusieurs des efforts entrepris : merci à ceux qui y contribuent et bienvenue à bord pour ceux qui nous rejoignent.

# Rappel – Genèse du programme #Reset

## 2018 - 2019 | Une démarche prospective

- Il est temps de décrire le numérique que nous voulons **Tribune #Reset dans Le Monde** du 26/01/2019 → 1387 signataires
- Des **défis collectifs** pour arriver à un numérique qui proposerait du mieux plutôt que du plus
- Réinventer le numérique, urgent, vital et... stratégique ! **Communiqué de presse** 27/11/2019 → 75 parties prenantes
- **7 qualités du numérique** pour le numérique que nous voulons : capacitant, démocratique, équitables, frugal, inclusif, innovant
- **Conférence nationale #Reset** 03/12/2019 → 180 participants  
<https://reset.fing.org/engagement-du-programme-daction-Reset-2019-2022.html>
- **Cahier d'enjeux #Reset** →  
<https://fing.org/publications/cahier-questions-numeriques-#Reset.html>

## À partir de 2020 | Un programme de transformation

- **1er #Reset Day** janvier 2020
- **19 propositions de coalition décrites** →  
<https://fing.org/wp-content/uploads/2020/02/Panorama-des-familles-de-coalition.pdf>
- **Assemblée #Reset** → 93 participants réunis  
<https://reset.fing.org/retour-sur-lassemblee-reset-2020.html>
- **Séminaire #Reset for executives** 70 participants
- **Livret #Reset pour les territoires** →  
<https://fing.org/publications/livret-reset-territoires.html>

# #RESET DES COALITIONS ACTIONNÉES EN 2021

# Des coalitions en production

## Pour des données environnementales d'intérêt général actionnables par les acteurs du territoire

— Référent : Matthieu Brient (Fing)

### DESCRIPTION

L'actualité des enjeux et crises écologiques, et des opportunités que le numérique peut jouer dans un cadre défini en faveur de la transition des territoires, ont fait converger de nombreuses dynamiques autour de cette coalition.

En partant du constat que l'open data a permis depuis 10 ans l'ouverture d'un nombre très important de données territoriales et environnementales disponibles à plusieurs échelles. Plusieurs projets remarquables de plateformes et observatoires émergent pour y accéder.

Cependant, cette logique de l'offre est loin de croiser celle de l'usage. Les jeux de données environnementales sont encore trop peu mobilisés par les décideurs, aménageurs ou services publics alors qu'elles faciliteraient les choix et initiatives en matière de transition écologique.

Si les données environnementales sont aujourd'hui au cœur du débat, c'est qu'elles offrent des indicateurs précieux au nouveau défi de l'espèce humaine ; celui d'habiter la Terre, d'y poursuivre sa prospérité avec conscience de ses effets, de ses limites et en interaction avec l'ensemble du vivant. Elles permettent de décrire et identifier les états, les phénomènes, les pressions sur les écosystèmes, et de mieux anticiper et suivre les réponses potentielles.

Le travail d'exploration de cette coalition a permis d'identifier de nombreux exemples de jeux de données et thématiques :

- environnements et milieux : climat, qualité de l'air, eau, sols et ses aménagements, risques naturels
- Biodiversité : biomasse, population, habitat, migration (faune, flore, fonge)
- flux produits sur les territoires; alimentation, mobilités, déchets, énergies

Par leur diversité, leur complexité, l'appropriation des données environnementales soulève plusieurs enjeux qui ont été discutés à travers cette coalition.

- Beaucoup de données environnementales sont des données non publiques, y compris quand elles sont financées par des acteurs publics. C'est le cas par exemple des données produites par les opérateurs de services urbains.
- Beaucoup sont des données personnelles, comme la consommation d'eau, d'énergie, la production de déchets ménagers. Ces données sont aussi parfois produites à partir de dispositifs personnels (capteurs, smartphones...).
- Beaucoup nécessitent une expertise élevée (écologique, numérique). La socialisation des données est faible et les problématiques soulevées systémiques.
- Les cas d'utilisations possibles des données sont décroisés, tandis que les bases de données, elles, sont cloisonnées (par métiers, process, contrats,...).

Produire, stocker et utiliser les données ont un coût et une empreinte environnementale non négligeable. Derrière chaque donnée et échange d'informations produites se pose la question des infrastructures nécessaires, de leur fabrication, de leur stockage, de leur diffusion, de leur renouvellement.

## **VERS DES APPROCHES PILOTES DANS LES TERRITOIRES, TIRÉES PAR LES USAGES**

Pour répondre à ces différents enjeux, cette coalition #Reset propose de former des alliances inter-organisationnelles, afin de développer des stratégies collectives d'actions transformatrices.

Pour les membres de cette coalition, plusieurs pistes d'actions se sont ainsi cristallisées autour de deux ambitions :

### **1/ Des ressources méthodologiques et techniques à destination des décideurs**

- Identifier et documenter les jeux de données existants, les outils et cas d'usages pour produire une meilleure connaissance du territoire, de ses ressources et des risques naturels.
- Déployer et mobiliser des jeux de données au service des transitions. Identifier des pistes de financement de projets mobilisant ou produisant des données d'intérêt général.
- Expérimenter et partager les bonnes pratiques de gouvernance, de diffusion, de stockage des données d'intérêt général.

Parce que la victoire visée par cette coalition, ne doit pas être seulement technologique mais bien écologique, un large champ d'actions s'intéressent aussi à la capacitation, aux sciences participatives, aux commandes pédagogiques... comme levier d'action au service des transitions.

## 2/ Des dynamiques d'usages et de médiation impliquant l'ensemble des parties prenantes concernées par ces enjeux environnementaux : nous tous-tes.

- Soutenir les démarches de sciences ouvertes et participatives pour développer confiance et pédagogie sur ces sujets et les données produites.
- Accompagner des utilisateurs dans l'appropriation d'outils de collectes et d'analyse de données standardisées, auprès d'associations, des réseaux éducation à l'environnement et de la médiation numérique, des Fablabs...

Atteindre les promesses du net zéro au plus vite nécessite de connaître, suivre et adapter au mieux nos environnements. Comprendre et développer les capacités de résilience des territoires. En ce sens, ce travail en coalition permet de poursuivre cette quête de confiance, de pédagogie et de valorisation des données au-delà des observatoires.

## CONTRIBUTEURS À CETTE COALITION

### ACTEURS DE L'OFFRE

INRA  
Dataactivist  
OpenDataSoft  
Open Data France  
Cerema  
MNHN  
PNDB  
CNRS  
Universités  
CNES  
Natural solutions  
Orange  
IGN  
Enedis

### ACTEURS DE LA COMMANDE

Ademe  
OFB  
AFB  
CGDD  
Territoires;  
Nantes, Rennes, Lyon,  
Centre Val de Loire  
Occitanie Data  
Observatoire Environnement  
en Bretagne

### ACTEURS DE L'USAGE

FRENE, réseau éducation  
environnement  
La Turbine  
Réseau Fablab Français  
Maison Consommation et  
Environnement  
Petits Débrouillards  
RFFLabs  
Vigie Nature  
Climate Change Lab

**EXPERTS** : Innopublica, DataClimat, OpenClimate Appropedia

## Pour un numérique au service de la qualité démocratique

— Référents : Emeline Perrin (ICPC), Clément Mabi (UTC laboratoire Costech),  
Jacques-François Marchandise (Fing)

### DESCRIPTION

Les expériences de démocratie et de participation numériques menées depuis plus d'une dizaine d'années montrent que des dynamiques très différentes cohabitent au sein de la démocratie et de la participation numériques. Si certaines sont porteuses d'émancipation citoyenne et promettent de renforcer le lien social, d'autres - au contraire - ont tendance à équiper des visions démocratiques plus inquiétantes (démocratie d'opinion, peu transparente et instrumentalisée, avec des débats de plus en plus polarisés).

**Si les technologies et leurs usages ne sont pas à la hauteur des enjeux démocratiques, il est possible de les faire bifurquer et d'imaginer des "futurs souhaitables".**

### ENJEUX

- Donner à voir des cas d'usages de civic tech inspirants du point de vue de la qualité du débat, de l'impact sur la vie démocratique, de la transparence des processus
- Construire des principes et méthodologies pour les acteurs de la commande et de l'offre
- Mesurer et auditer des plateformes de civic tech du point de vue de leur facteur « qualité démocratique »

Cette coalition a vocation à rassembler des acteurs très variés, praticiens de la participation. Il est important de ne pas laisser cette question entre les mains des seuls acteurs du numérique et des civic tech, mais de favoriser la diversité de parties prenantes. La civic tech se frotte aux mêmes questions que les acteurs de la démocratie participative. De nombreux modèles alternatifs sont encore très peu explorés en France.

## PREMIÈRES ÉTAPES



### Participation numérique quelle(s) trajectoire(s) ?

Un cycle  
pour imaginer des numériques   
au service de la qualité démocratique

Sous l'égide de l'Institut de la concertation et de la participation citoyenne (ICPC), une coalition d'acteurs divers (civic tech, chercheurs, consultants en concertation, collectivités territoriales, associations) s'est constituée en 2021 autour de ce thème pour défricher le sujet et aller vers un consensus.

## CONTRIBUTEURS À CETTE COALITION

### ACTEURS DE L'OFFRE

*proposent des outils technologiques pour venir équiper les dispositifs*

Berger-Levrault  
CapCollectif  
Open Source Politics  
Res publica  
Fluicity  
ConsultVox  
Citizen Lab

### ACTEURS

#### DE LA COMMANDE

*à l'origine de la politique de l'offre et qui commandent des dispositifs de participation*

Nantes Métropole  
Conseil Départemental de la Haute-Garonne  
Grenoble Alpes Métropole  
Région Centre Val de Loire

### ACTEURS

#### DE L'USAGE

*participent au dispositif à la ligne*

ICPC  
Fing  
La Fonda  
Eclectic Experience  
Bretagne créative  
UTC-Costech

Au-delà de ce noyau très actif, une quarantaine d'autres acteurs ont contribué en 2021 aux travaux de la coalition, de façon plus ponctuelle - mais productive.

## QUELLES TRAJECTOIRES POSSIBLES POUR UN NUMÉRIQUE AU SERVICE DE LA QUALITÉ DÉMOCRATIQUE ?

### LA "DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE 2.0" | Scénario 1

#### *Des démarches partenariales pour une "démocratie des marchés"*

**Vision d'une démocratie augmentée** : les civic techs outillent des décideurs et ambitionnent de leur fournir des outils d'aide à la décision et de réengagement citoyen.

- **Design** très variés, beaucoup de logiciel propriétaire dans un environnement très concurrentiel
- **Modèle économique** : civic tech dans une posture de prestataires, réponses à appel d'offre
- **Agir démocratique** : mise au service des décideurs de leurs fonctionnalités
- **Commande** : production de marché pour faire advenir les dispositifs
- **Offre** : outils optimisés en fonction des besoins des commanditaires
- **Usage** : la participation se déploie dans le cadre prévu par les décideurs publics
- **Avantage** : croissance rapide, performance, nouvelles modalités de dialogue
- **Limite** : encourage la standardisation et la mise en concurrence, tension autour du modèle Saas et SS2I, difficile portée critique du fait de la délégation aux prestataires

### LA DÉMOCRATIE DE LA SOUVERAINETÉ | Scénario 2

#### *Les acteurs publics internalisent la participation numérique et centralisent les démarches participatives*

**Vision d'un service public de la participation** : les pouvoirs publics, pour limiter leur dépendance aux acteurs privés et ne pas voir leur rôle confisqué, doivent reprendre la pleine et totale maîtrise des outils numériques en les développant eux-mêmes.

- **Design** : l'acteur public interne Ali's la production et définit les fonctionnalités, il est gestionnaire des concertation et peut privilégier ses orientations
- **Modèle économique**: civic techs sont sorties du jeu, ou répondent à des prestations précises et plutôt techniques, ce sont des acteurs techniques du numérique qui réalisent les prestations
- **Agir démocratique** : normalise un intérêt général distribué
- **Commande** : l'action publique contrôle entièrement le dispositif et sa mise en œuvre
- **Offre** : distinction encore plus forte entre les acteurs techniques et la prestation de conseil stratégique. Les institutions (État et collectivités) se dotent de compétences internes pour assurer
- **Usage** : la participation se déploie dans le cadre prévu par les pouvoirs publics
- **Avantage** : souveraineté est grande proximité avec les politiques publiques lorsque réussi
- **Limite** : coût financier important (avantage l'échelon national ou les grosses collectivités) ; innovation plus lente et design souvent moins inclusif - moins centré utilisateur

### LA DÉMOCRATIE CONTRIBUTIVE | Scénario 3

## La circulation des communs numériques pour une démocratie plus horizontale

- **Design** : logiciel libre ou solution mise à disposition par des acteurs privés
- **Modèle économique** : biens communs numériques et mobilisation des communautés engagées
- **Agir démocratique** : transparence et collaboration comme valeurs cardinales, importance de l'ouverture
- **Commande** : l'action publique ne contrôle plus, elle impulse des dynamiques sans assurance de les voir reprises
- **Offre** : des communautés de développeurs assurent le développement des outils, y compris au sein des institutions
- **Usage** : les acteurs engagés dans la transition écologique et démocratique, actifs sur les territoires, se saisissent des outils pour venir co-construire l'action publique
- **Avantage** : permet de faire émerger des citoyens vigilants, en capacité d'être des interlocuteurs des pouvoirs publics ; incite à une action publique en écosystème et à de nouvelles formes de collaboration basées sur la réciprocité.
- **Limite** : risque d'une mauvaise adaptation aux contraintes de la démocratie participative, fragilité de l'engagement bénévole, impose une lecture fortement idéologique

## LA DÉMOCRATIE OLIGARCHIQUE | Scénario 4

### Des acteurs privés imposent une démocratie de l'opinion

Vision d'une primauté de la liberté d'expression sur l'ambition de construction collective

- **Design** : des fonctionnalités dominantes proposées par les représentants du marché, type GAFAM
- **Modèle économique** : un nombre très réduit d'acteurs, en situation ultra dominante sur le marché, qui imposent leurs conditions aux acteurs publics y compris sur l'usage des données
- **Agir démocratique** : citoyen contraint par l'agenda politique Des acteurs dominants et moins orientés vers la co-construction et plutôt faire la récolte de masse
- **Commande** : l'action publique ne contrôle plus et est en retard par rapport à l'agenda politique et aux propositions techniques des acteurs dominants
- **Offre** : l'offre est monopolisée par les gros acteurs
- **Usage** : les citoyens suivent les tendances mises en avant par les acteurs dans une logique de démocratie d'opinion
- **Avantage** : inclusif car intégré dans les usages des citoyens, coût d'entrée dans la participation limitée
- **Limite** : pas de transparence, problème de souveraineté et risque de voir le choix des sujets et des publics s'échapper

- Retrouvez la présentation de la démarche et du constat de départ :
  - ▶ [Participation numérique : quelle\(s\) trajectoire\(s\) ? Webinaire](#)
- Découvrez tous les scénarios prospectifs et cas pratiques de concertation  
[https://fing.org/coalition-democratie\\_scenarios-prospectifs\\_cas-pratiques.pdf](https://fing.org/coalition-democratie_scenarios-prospectifs_cas-pratiques.pdf) (pdf 827 Ko)

### **PROCHAINES ÉTAPES ET PERSPECTIVES :**

- Conception d'une Boussole de la démocratie numérique, cadre de référence pour les projets de participation citoyenne et de démocratie outillés par le numérique
- Auditions contributives pour mettre cette boussole à l'épreuve des acteurs et identifier avec eux des engagements communs, des terrains et projets propices et nourrir l'agenda.
- Publication des productions de la coalition et poursuite des travaux en fonction des projets et terrains.

# Des coalitions à potentiel

## Dématérialiser sans déshumaniser

### DESCRIPTION

La dématérialisation des services et démarches peut être synonyme de distance, de déshumanisation, facteur d'exclusion et de non-recours, surtout quand elle constitue un canal unique et obligatoire. Dans certaines situations, elle peut aussi rendre d'importants services et, parfois, contribuer à la simplification.

Depuis 20 ans la principale réponse aux difficultés des usagers repose sur les efforts des médiateurs et aidants numériques pour accompagner les personnes vers les services en ligne, publics et privés, et réparer les dégâts. Le pari de cette coalition est d'identifier d'autres leviers : transformer l'offre par des efforts de conception inclusive, de design; transformer la commande et les stratégies d'acteurs; mieux comprendre les difficultés et les exigences des usagers.

Cette coalition peut s'intéresser à plusieurs facettes de la relation des usagers à la dématérialisation, des démarches administratives aux docs médicaux, des procédures scolaires et universitaires aux opérateurs de services privés, des situations ordinaires aux circonstances exceptionnelles.

### ENJEUX

- La dématérialisation, porteuse de simplification et de gains de productivité, est trop souvent synonyme d'appauvrissement de la relation humaine et de difficultés d'usage.
- La plupart des usagers sont loin de maîtriser la complexité de gestion des documents numériques, des comptes en ligne et des transactions ; beaucoup sont en désarroi face aux serveurs vocaux et aux procédures dématérialisées.
- Pour des publics en situation de fragilité, la dématérialisation peut être un facteur de non-recours aux droits ; pour d'autres, elle peut s'avérer facilitante.

### OÙ NOUS EN SOMMES

En 2020-2021 la phase préparatoire a permis de nombreux échanges et rencontres, tant bilatéraux qu'à la faveur d'événements nationaux et locaux, pour actualiser les diagnostics et faire émerger une large communauté d'acteurs. Deux réunions de cadrage en juillet 2021 ont permis de partager et

d'enrichir le cadre proposé, les enjeux, les actions possibles. L'événement national NEC 2021, au fil des ateliers, a permis de concevoir une approche à 180° visant à adapter l'offre aux usages et non l'inverse.

La période a été très propice au renforcement des stratégies nationales et locales, publiques, privées et associatives, d'inclusion numérique et de médiation. La coalition Reset s'articule à ces démarches pour leur ouvrir des horizons qui dépassent l'adaptation des populations au numérique et tirent un meilleur parti de la dématérialisation.

## IMPACTS VISÉS ET INCARNÉS

Cette coalition invite à travailler collectivement :

1. à des stratégies de dématérialisation qui s'articulent avec un accompagnement humain au lieu de s'y substituer,
2. à la conception de services en ligne inclusifs utiles au renforcement de la maîtrise d'usage,
3. à transformer l'utilisateur en expert sur le modèle du patient expert, en outillant son expertise,
4. à transformer le repérage de dysfonctionnements en améliorations concrètes, notamment par la formation des agents et les dispositifs de proximités.

## CONTRIBUTEURS ACTUELS ET POTENTIELS À CETTE COALITION

### ACTEURS DE L'OFFRE

Berger Levrault, entreprises de services numériques  
 Dinum et acteurs numériques de l'Etat  
 Opérateurs publics de services numériques (Réseau Déclic)  
 Designers éthiques

### ACTEURS DE LA COMMANDE

Territoires : Métropole de Lyon, métropole européenne de Lille, Région Centre Val de Loire, ville de Créteil, Sicoval, ...  
 Opérateurs de services : La Poste, CNAF, acteurs de la banque, de l'assurance, opérateurs privés de service public...  
 Acteurs institutionnels nationaux : ANCT, Banque des Territoires, DITP...

### ACTEURS DE L'USAGE

Fédération des centres sociaux, acteurs de l'éducation populaire  
 Acteurs de la médiation numérique, hubs, MedNum  
 Acteurs du travail social et de la formation des travailleurs sociaux  
 Ti Lab (Bretagne)  
 APF-France Handicap

**EXPERTS/CHERCHEURS** : Défenseur des droits, Chercheurs de M@rsouin, Orange labs

**PROCHAINES ÉTAPES**

Début 2022 aura lieu la première rencontre plénière des parties prenantes de la coalition, visant à en discuter les termes et à confirmer l'engagement des co-porteurs et d'identifier un premier cercle actif. Le livret de la coalition qui sera produit à cette occasion permettra de préparer des sessions d'auditions contributives pour affiner les leviers envisagés et qualifier des terrains d'application, donnant matière à une phase de conception et à la construction d'un agenda de transformation.

## Pour des formations supérieures numériques intégrant les questions sociales, éthiques et environnementales

### DESCRIPTION

Si certains établissements mettent en place des formations au numérique responsable, soit parce qu'ils pensent qu'il faut former à cela pour le monde demain, soit sous la pression de leurs étudiants ou de leurs alumni, peu de filières de formations supérieures intègrent aujourd'hui les enjeux sociaux, éthiques et environnementaux du numérique.

Ce constat est valable tant dans des formations dont le numérique est le sujet, que dans d'autres formations ayant besoin d'intégrer le numérique. Il n'y a d'ailleurs pas assez d'enseignants en moyen d'intervenir dans plusieurs domaines tels que l'éthique de l'IA, les données personnelles, l'inclusion, voire l'environnement – qui n'est presque souvent abordé que sous l'angle du green IT.

### ENJEUX

- Nourrir la conscience écologique des citoyen.ne.s
- Comprendre et se former aux enjeux contemporains du numérique
- Créer des communs enseignables,
- Faire du numérique responsable un facteur d'attractivité de talents

### IMPACTS VISÉS ET INCARNÉS

- Multiplier les formations, non plus seulement au numérique responsable, mais aux transitions
- Fabriquer des contenus communs, partager des modules enseignables
- Mobiliser une communauté de pratique (enseignants, intervenants) pour ces enseignements
- Inciter les universités et établissements d'enseignement supérieur à inscrire les enjeux du numérique responsable dans les stratégies
- Consolider un plaidoyer qui dépasse le monde de l'enseignement supérieur et touche par exemple les employeurs : la recherche de sens, d'impact exprimée par les collectifs étudiants peut et doit se traduire dans un repositionnement des employeurs dans leur activité

## CONTRIBUTEURS ACTUELS ET POTENTIELS À CETTE COALITION

### ACTEURS DE L'OFFRE

Des établissements et organismes de formation tant privés que publics, acteurs des transitions studies, éditeurs (FUN), organisations professionnelles syntec/cigref/clusters et pôles Cap digital Images et réseaux / France Clusters

### ACTEURS DE LA COMMANDE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse

### ACTEURS DE L'USAGE

Associations (Latitudes, VP-NUM, l'association des Vice-Présidents en charge du numérique dans l'enseignement supérieur), étudiants et alumni

## ÉCLAIRAGE ET PERSPECTIVES

Selon Thomas Gauthier, professeur de stratégie à l'emlyon **business school**, cette coalition pourrait servir différents intérêts

- **Associer les acteurs de l'offre, de la demande, et des usages de formations supérieures dans un travail en profondeur autour d'objectifs pédagogiques autour du thème élargi du numérique responsable.**  
Des objectifs pédagogiques qui ne seraient alors plus déterminés uniquement par les établissements d'enseignements supérieurs, mais aussi co-construits avec celles et ceux qui vont soit participer à ces formations, soit recruter des futurs diplômés qui seront passés par ces nouvelles formations.
- **Rejouer un certain nombre d'actifs de la Fing**, (notamment les différentes éditions du cycle de prospective de la Fing, Questions Numériques), riches de clés de compréhension encore loin de l'univers mental des étudiants à qui on pourrait ainsi proposer de nouvelles formations au numérique responsable.
- **Préfigurer de nouveaux formats de formation/action.** Ces formations au numérique responsable pourraient être structurées autour d'études de cas réels, pour faire sans cesse se confronter des étudiants à des terrains, à des entreprises, des organisations qu'on pourrait qualifier d' "apprenantes" et qui elles-mêmes seraient alors en mesure de s'ouvrir et d'apprendre au contact des étudiants qui vont suivre ces nouvelles formations.
- **Créer des passerelles entre différents publics d'apprenants** qui n'ont en 2021 eu déjà que

de rares occasions d'échanger entre eux, pour se rencontrer et s'apprendre des choses les uns aux autres :

- étudiants en formation initiale
- étudiants en formation continue
- participants à des formations intra-entreprises / inter-entreprises.

**Proposition : associer très rapidement des partenaires RH, mais aussi des entreprises partantes pour proposer des terrains d'enquête, des terrains d'apprentissage aux futurs étudiants au numérique responsable.**

## Self Data, Faire des données personnelles une source de pouvoir citoyen

### DESCRIPTION

Dans les faits, même si un écosystème hétéroclite (détenteurs de données, fournisseurs de services, chercheurs, activistes...) s'est formé autour du Self Data, celui-ci reste pour l'heure un usage de niche, loin d'être une priorité stratégique pour les entreprises ou un usage quotidien pour les individus.

### ENJEUX

- Soutenir l'émergence à plus grande échelle du Self Data,
- Encourager et favoriser une démarche de mutualisation des moyens pour la construction de cas d'usage Self Data Territorial communs.

### DES OPPORTUNITÉS POUR L'ACTION

- Le Self Data apporte la maîtrise de leurs données aux différents individus de la société.
- L'écosystème de services Self Data forme une offre fédérée et foisonnante.
- Le Self Data est un sujet à l'agenda public et médiatique.
- Les organisations font du Self Data une de leurs priorités, au même titre que le Big Data etc.

### ORIENTATIONS ET PISTES D' ACTIONS

Fédérer plusieurs villes (collectivités territoriales plus largement) autour du développement d'un cas d'usage commun. Cette démarche permettra de mutualiser les efforts pour que grandes et petites villes, dotées et moins dotées en moyens financiers et humains, expérimentées et moins expérimentées, puissent mettre à disposition de leurs citoyens un service innovant, utile et capacitant. La mutualisation présente plusieurs avantages : réduction des coûts, limitation de l'impact environnemental et création d'une masse critique<sup>1</sup>.

### LEVIERS D' ACTIONS

- Projets et expérimentations en cours dans plusieurs villes,
- Intérêt grandissant autour du Self Data Territorial de la part de plusieurs villes en France et en Europe,
- Ecosystème d'innovation naissant en France et à l'international,
- Soutien de la commission européenne.

<sup>1</sup> [https://fing.org/wp-content/uploads/2019/12/feuille-route\\_self-data\\_ville-france-europe.pdf](https://fing.org/wp-content/uploads/2019/12/feuille-route_self-data_ville-france-europe.pdf)

## Pour des algorithmes et systèmes d'IA responsables et maîtrisés

### DESCRIPTION

L'entrée à marche forcée dans l'ère de l'intelligence artificielle et des algorithmes occultent trop souvent les enjeux environnementaux, politiques et sociaux qui sous-tendent l'utilisation de ces technologies.

**Si la loi exige désormais que les algorithmes publics soient rendus explicables, et transparents lorsqu'ils sont à l'origine d'une décision individuelle, la mise en œuvre d'un tel principe suppose des capacités techniques et méthodologiques pour les administrations, encore insuffisantes aujourd'hui.**

Il est nécessaire de connaître et détecter les critères des algorithmes, les biais qu'ils peuvent contenir et de pouvoir les discuter. Il est aussi nécessaire de comprendre l'impact environnemental notamment lié à l'entraînement des modèles. Depuis 2012, le nombre d'opérations nécessaire pour entraîner les modèles état de l'art de deep learning double tous les 3-4 mois. C'est une progression 8 fois plus rapide que la loi de Moore !

La multiplication de projets publics d'intelligence artificielle **exige d'autant plus que les systèmes et outils techniques soient construits au regard de principes démocratiques : la transparence, la responsabilité, l'équité, la recherche de l'intérêt général.**

Les pratiques actuelles, ou du moins ce qu'en voit le public, ne donnent pas les garanties suffisantes d'une application de tels principes.

D'ores et déjà, l'interrogation autour de ces enjeux a donné lieu à de nombreux et riches travaux, rapports, chaires de recherche, chartes, déclarations et manifestes. L'objet visé par cette coalition est de participer à leur conversion en chantiers appliqués à travers l'élaboration d'une feuille de route commune.

**En 2021**, notamment sous l'impulsion de la Métropole Européenne de Lille, plusieurs travaux et temps fort ont préfiguré l'animation d'une coalition d'acteurs sur ce sujet. Deux réunions de cadrage ont permis de poser la réflexion.

## **PROBLÉMATIQUE**

L'entrée à marche forcée dans l'ère de l'intelligence artificielle et des algorithmes occultent trop souvent les enjeux environnementaux, de transparence, de responsabilité et d'équité qui sous-tendent l'utilisation de ces technologies.

Comment rester critique face à cette marche forcée qui promet des usages transformateurs?

## **ENJEUX**

- À quelles conditions les acteurs publics et les acteurs prenant soin de l'intérêt général, peuvent-ils recourir à l'IA ?
- Comment faire pour que l'arrivée de l'IA dans la société soit alignée avec les attentes des usagers / citoyens et maîtrisée dans un cadre démocratique ?
- Comment les acteurs du numérique eux-mêmes peuvent intégrer une focale IA responsable dans leurs approches de recherche et d'innovation ?

## **TROIS FOCALES D'OBSERVATIONS ET D' ACTIONS**

- IA en démocratie: Identifier des cas d'usages soucieux de la vie privée et de l'intérêt général,
- IA en ressource limitée: Maîtriser les effets rebonds, et notamment l'empreinte environnementale des technologies entraînées et déployées,
- IA dans un monde incertain: Anticiper la dépendance, et le manque de souveraineté face à ces outils.

## **ORIENTATIONS ET PISTES D' ACTIONS**

- De nombreux cas d'usage semblent pertinents dans plusieurs champs des transitions,
- Des principes d'actions, ressources méthodologiques, juridiques et techniques à destination des acteurs des territoires sont à mobiliser et expérimenter,
- Des espaces et moyens de délibérations collectives, des commandes pédagogiques et des médiations sont nécessaires pour outiller les citoyens et usagers à comprendre les choix technologiques et adresser leurs biais.

## **LEVIERS D' ACTIONS**

- Régulation et développement d'outils,
- Commandes pédagogique,

- Médiation citoyenne et inclusion numérique,
- Certifications et évaluations des systèmes,
- Commande publique exemplaire,
- Registre public des systèmes d'IA.

## IMPACTS POTENTIELS

- Les 50 algorithmes publics qui ont un impact significatif font la preuve de l'exemplarité par l'action : ils intègrent des modalités de discussion sur les choix techniques et non techniques, ils proposent des outils de simulation (individuelles, par exemple pour simuler une aide, et collectives, par exemple pour détecter des biais).
- Les administrations publiques qui développent des algorithmes pour prendre des décisions individuelles respectent la loi et "au-delà" : en plus de faire apparaître la mention légale obligatoire, le taux et le délai de réponse lors d'une saisine individuelle sont de 72 heures.
- Des principes éthiques pour l'IA sont co-construits et appliqués par les acteurs publics (et privés).

## CONTRIBUTEURS À CETTE COALITION

### ACTEURS DE L'OFFRE

Orange  
Berger Levrault  
Dataactivist  
Cité de l'IA  
UrbanAI  
CapDigital  
Labellia Labs  
Axionable

### ACTEURS DE LA COMMANDE

Etalab  
MEL  
Nantes Métropole  
Grand Lyon  
La Poste  
Occitanie Data  
La Rochelle  
France Stratégie  
CNUM  
CNIL  
Ademe  
MAIF  
France Urbaine

### ACTEURS DE L'USAGE

KonkArLab (Fablab)  
Fondation Blaise Pascal  
Quadrature du Net  
Designers Ethiques  
Petits Débrouillards  
CRIJ Occitanie  
Turbine Infolab  
OpenLaw

**EXPERTS** : Sciences Po Lyon / Lille / Paris, Medialab, Epitech, Centrale Lille, emlyon **business school**, Université D'artois

# Des intentions qui s'affirment

Certaines coalitions, sous l'impulsion de la Fing ont permis d'avancer sur plusieurs sujets, de construire de premières dynamiques collectives.

D'autres ont pu s'appuyer sur des travaux émergents ou sur des évolutions législatives qui ont fait évoluer le cadrage envisagé initialement. C'est le cas par exemple de l'indice de réparabilité appuyé par la Loi AGECE, ou encore des ressources produites autour de l'achat public responsable à travers le guide de la DINUM-DAE-INR, avec lequel il est utile de s'interfacer.

Il faut aussi savoir prendre son temps quand un sujet n'est pas assez mûr : il y a un chemin nécessaire entre l'énoncé d'une coalition possible et son point de départ, pour expliciter, documenter et faire partager le diagnostic initial et construire le noyau et le premier cercle de contributeurs.

## Pour un numérique au service de l'équité éducative

Ancrée dans l'actualité de la crise sanitaire de la COVID-19, les intentions de cette coalition ont été mises en évidence par les difficultés de continuité pédagogique et les inégalités entre usagers, élèves, leurs familles et le personnel enseignant.

En parallèle de ce contexte, de plus en plus d'usages et de solutions numériques sont développés pour maintenir ce lien déjà fragilisé. Les états généraux du numérique pour l'éducation, déroulé en juin 2020, ont eux aussi

Cette coalition se propose dès lors de construire une vision qui défend un numérique inclusif, éthique et protecteur et de donner des éléments d'implémentation concrets de celui-ci.

2021 a été l'opportunité de s'interfacer avec un écosystème actif sur ces sujets auprès notamment de nos partenaires d'In-FINE et du Réseau Canopé. A cette occasion, nous avons contribué à la production d'un plaidoyer, manifeste en faveur de l'équité-éthique-inclusion qui était restitué lors de l'événement de clôture d'In-Fine.

Tous les ans, In-Fine, le forum international du numérique pour l'Education, regroupe de nombreux partenaires institutionnels et associatifs au niveau international pour interroger le développement du

numérique dans l'éducation, la formation tout au long de la vie et son impact sur le développement humain.

Ce temps fort en miroir des intentions de cette coalition a produit des rencontres fertiles avec par exemple le collectif Educnum, Fréquence École, l'UNAF, la CNIL, Emmaüs Connect... et l'arrivée d'un nouveau partenaire de cette coalition Wikimedia France.

## Pour un achat public numérique responsable et conscient de ses choix

Identifiée lors du Forum #Reset de décembre 2019, cette intention de coalition a depuis largement évolué. Cette coalition est au cœur de la stratégie numérique contemporaine pour plusieurs raisons.

L'achat public, en France, représentait environ 60 milliards d'euros en 2020, dont 38% pour les services et 28% pour l'achat d'équipements. A peine 12% des marchés passés par les collectivités cette même année, intégraient des clauses sociales ou environnementales<sup>2</sup>.

Ces achats génèrent directement et indirectement des émissions de gaz à effet de serre, et impactent dès lors nos environnements. Au-delà de la nécessaire adaptation et atténuation de l'impact des politiques d'achats, un souci d'exemplarité des institutions pour un numérique responsable permet de donner un signal aux concepteurs de solutions numériques.

Sur les questions numériques plus spécifiquement, il est nécessaire aujourd'hui d'aborder la question des achats publics numériques responsables en ayant une vision systémique de la responsabilité et des types d'achats traités : il ne s'agit plus seulement de pousser des pratiques responsables en matière d'achats de matériels mais également d'aller interroger la réparabilité, la réutilisation, l'éco-conception ou encore l'accessibilité.

---

2

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/oeep/recensement/recensement\\_chiffres2020\\_20211012.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeep/recensement/recensement_chiffres2020_20211012.pdf)

Depuis décembre 2019, de nombreuses initiatives (lois, labels, chartes, feuilles de route) pour l'achat public responsable se sont développées. Elles démontrent l'actualité du sujet et l'évolution rapide sur le plan législatif et méthodologique pour agir sur ce levier qu'est l'achat public responsable.

### Objectifs visés par cette coalition :

La commande publique, en tant que levier significatif d'impacts, permet aux institutions de montrer l'exemple et de dynamiser un secteur numérique plus vertueux et soutenable.

Concepteurs, usagers et acheteurs publics sont invités à contribuer ici pour tester de nouvelles pratiques d'achat numérique responsable, des outils de suivi, en mesurer les résultats et les partager au collectif.

1. **La socialisation des outils et l'appropriation de ces enjeux;** de nombreux manifestes, guides, chartes, labels ont été publiés dernièrement et offrent une boussole aux décideurs et concepteurs.
2. **La traduction de ces guides en actions, par l'expérimentation;** les concepteurs, commanditaires et usagers définissent les impacts possibles et travaillent en coalition pour élaborer des solutions réalistes, adaptées et responsables.
3. **Garantir la capacité des acteurs du numérique à répondre à ce type de marchés** en intégrant systématiquement des principes tels que l'éco-conditionnalité, la maîtrise des données, l'inclusivité et l'accessibilité.
4. **Renforcer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre** sur les marchés publics responsables.

### Actions menées en 2021 :

- Élaboration de la nouvelle stratégie numérique responsable de la Ville de Lyon,
- Animation d'un cycle prospectif autour de la soutenabilité et sobriété numérique auprès de France Stratégie,
- Contribution au comité éthique de l'Institut Numérique responsable,
- Production d'un manifeste auprès des Interconnectés pour socialiser la démarche,

- Consultation de partenaires dont Soluris et Déclic, autour des enjeux de fédération des Opérateurs Publics de Services Numériques (OPSN).

A ce stade, plusieurs ressources (outils, cadre juridique) et dynamique d'acteurs, portent déjà les intentions de cette coalition. Ces ressources sont autant de matières utiles et actionnables pour les acteurs des territoires.

A noter notamment la publication de :

- de la [Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire](#),
- de la [Feuille de route numérique et environnement](#) du CNUM,
- du [Guide pour des achats numériques responsables](#) de la DINUM, DAE et INR, publié en juin 2021,
- du [Référentiel général d'écoconception de services numériques](#) de la DINUM.

## Pour un numérique faisant aux femmes une place égale à celle des hommes

#Reset propose une coalition pour un numérique représentatif, féministe et capacitant pour toutes les identités de genre. Il nous paraît essentiel que cet enjeu soit pris en compte à la hauteur de son importance, dans l'arc des coalitions de #Reset. Beaucoup d'initiatives existent, des associations ont émergé, de nombreux acteurs se sont déjà engagés sur ce sujet : ils nous partagent leur difficulté à élargir le cercle et à obtenir des résultats substantiels au fil des années.

Qu'attendre alors de #Reset : un apport de méthodologie et d'alliances, un effort collectif pour qualifier de nouveaux leviers et les faire converger dans un agenda commun.

Le Pôle Métropolitain Clermont Vichy Auvergne a publié un Livret de portraits de femmes aux parcours inspirants dans le numérique. Son objectif : sensibiliser les acteurs aux freins mais aussi aux opportunités rencontrées par les femmes dans le métier du numérique et essayer d'inspirer et d'entraîner les nouvelles générations dans le numérique. Il présente en dynamique comme leviers d'action, la fiche de la coalition "**Pour un numérique faisant aux femmes une place égale à celle des hommes**".



Alors même que les femmes ont contribué à la naissance et au développement du numérique depuis Ada Lovelace à Hedy Lamarr, les représentations actuelles tendent bien trop vers un numérique construit par les hommes (codes, direction d'entreprises, outils genrés, usages faussés) et peu de modèles féminins y sont présents aujourd'hui.

Cette coalition souhaite aller plus loin que les questions des critères et de représentations stéréotypées pour pousser un questionnement de manière plus systémique sur les nouveaux champs et leviers de la représentation des femmes et du genre dans le numérique. Cela passera, notamment, d'ici 2022, par une amélioration de la diversité dans les formations numériques, les incubateurs/accélérateurs et les fonds d'investissements, une réduction des inégalités d'accès et de rémunération aux emplois du numérique, des systèmes techniques (IA not.) non biaisés.

#### POUR ALLER PLUS LOIN

- Fiche de la coalition version longue ↓ [Pour un numérique faisant aux femmes une place égale à celle des hommes – reset](#)
- Défi : ↓ [Vers un numérique représentatif, féministe et capacitant pour toutes les identités de genre](#)

#RESET  
À LA  
CONVERGENCE  
DES INTENTIONS  
ET DES  
DYNAMIQUES

# Quel numérique voulons-nous ? l'élan vers un numérique choisi

La recherche d'un numérique choisi plutôt que subi et l'urgence d'une réinvention s'incarnent dans la question maîtresse de Reset : "Quel numérique voulons-nous ?" : pour sortir du fatalisme numérique, il faut être en mesure de formuler des intentions, d'exprimer une vision du souhaitable, avant d'en chercher les moyens et d'en rassembler les acteurs. Une part importante de nos efforts est de partager cette conviction, qu'elle circule avec ou sans nous. Nous avons été conviés à la partager et à la travailler par des acteurs de l'éducation ([conférence Ecritech'10](#)), de l'éducation populaire ([Fédération des Centres Sociaux](#)), du travail social ([IRTS Montrouge](#)), des réseaux d'entreprises comme le [Cigref](#), [l'ORSE](#) et nous avons vu des villes et territoires partager cette question, comme [Montpellier](#), le [Pôle Métropolitain Clermont Vichy Auvergne](#), le Pays Basque sous l'angle du [développement local](#) et celui de [l'économie](#), et de nombreux autres : si ces énoncés ont du succès, c'est que nous sommes à ce moment particulier où il s'agit de passer du "toujours plus de numérique" à un meilleur numérique.

## Les citoyens, acteurs des choix

Les choix d'avenir, en matière numérique, sont des choix d'avenir pour l'ensemble des domaines de la société : comment faire pour que les citoyens et usagers en soient parties prenantes ? La question est présente depuis de nombreuses années dans le champ des libertés publiques et individuelles, à l'initiative d'organisations militantes comme la Quadrature du Net ou la Ligue des droits de l'homme, s'agissant par exemple de l'identité numérique, de la reconnaissance faciale, des données biométriques ou de la surveillance par les drones.

En 2020-2021, plusieurs villes de France et d'autres pays ont choisi d'organiser des débats autour de l'ouverture des **fréquences 5G** et des conditions de son déploiement. Considérant que l'association des citoyens et des acteurs territoriaux, concernés au premier chef, était un défi en cohérence avec Reset, [la Fing a contribué à organiser ces débats](#) à Nantes et à Lille, jouant un rôle de tiers garant et cherchant à faire en sorte que les échanges soient apaisés et éclairés. Il fallait pour cela mettre au clair les termes des controverses (sanitaires, écologiques, économiques, politiques,...) et travailler aux conditions dans lesquelles des personnes non-spécialistes pouvaient prendre part aux débats. Dans le même état d'esprit, plusieurs initiatives prennent en compte les **enjeux des données, des**

**algorithmes et de l'IA**, à l'instar de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle, dont le processus délibératif, conduit par l'Université de Montréal, a associé les citoyens et les acteurs et experts du sujet, ou de la Charte de la donnée de Nantes Métropole. En 2021, la Métropole de Brest, créant son service public local de la donnée, a mené une conférence de consensus mettant à contribution un panel de citoyens pour imaginer sa charte de la donnée, mettant à contribution la Fing (Jacques-François Marchandise étant l'un des deux garants de la démarche). La montée en expertise des citoyens nécessite l'existence de ressources pédagogiques, informations et données, accessibles à chacun, prolongeant par exemple les efforts conduits depuis plusieurs années en faveur d'une culture de la donnée et plus largement d'une culture numérique qui relève à la fois des sciences et techniques et de l'éducation populaire. Elle nécessite également des ingénieries de médiation, formation et concertation capables d'articuler le numérique avec les enjeux principaux de la société.

Dans l'ensemble des démarches #Reset, la dimension "usages", l'association des citoyens, contre-pouvoirs, travailleurs, usagers en difficulté, et des associations, est décisive, c'est elle qui garantit de ne pas se contenter d'échanges entre les acteurs du numérique et leurs commanditaires publics et privés. Elle est aussi délicate, car encore inhabituelle dans le champ numérique.

## Un numérique soutenable

Les politiques publiques prennent-elles en compte "les **défis de durabilité à long terme**, qu'ils soient environnementaux, sociaux, économiques, démocratiques, technologiques, et les impératifs de court terme" ? Pour faire avancer ces questions, France Stratégie conduit depuis 2020 le séminaire Soutenabilités. La Fing, y voyant une cohérence avec #Reset, a organisé dans ce cadre les trois séances "Comment construire un numérique soutenable ?" : Un numérique au service d'une économie plus résiliente ? Un numérique au service de la transition écologique ? Un numérique au service de la transformation publique et de la démocratie ?

Elles nous ont permis de comprendre que le cadre des soutenabilités était encore instable et mal défriché dans les politiques publiques en général et pour le numérique en particulier, et qu'il était propice à d'importants chantiers pour l'avenir, le numérique pouvant accentuer un court-termisme dommageable, mais cette tendance n'étant pas une fatalité.

France Stratégie en a sorti [un cahier paru fin novembre 2021](#) qui partage les questionnements de départ et identifie les conditions et les leviers des soutenabilités. Ce travail collectif est l'un des appuis du [cycle 3](#) de ce séminaire, qui s'engage en 2022.

## Deux exemples de projets pour incarner la recherche d'impact

#Reset cherche à aller au-delà du discours, à opérationnaliser les intentions. A mesure qu'il se développe, il outille des feuilles de route, fait émerger des projets ou les renforce. Ils peuvent émerger du travail des coalitions, comme ce sera le cas en 2022,. Ils peuvent aussi naître de toutes formes de coopérations, à l'initiative d'acteurs extérieurs à notre programme et qui pourront par la suite rejoindre #Reset.

Voici deux exemples de projets accompagnés en 2021, en convergence avec les ambitions de #Reset.

### | CNES - Open Planet Facts

**En 2021, le Centre national d'études spatiales (CNES) a sollicité la Fing pour l'accompagner dans sa phase d'exploration du projet "Open Planet Facts".**

*– "Open Planet Facts ambitionne d'aider chaque citoyen à comprendre l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, pour agir individuellement et collectivement de manière plus responsable. Aujourd'hui les données et l'information permettent d'éclairer des phénomènes sous de nouveaux jours, de rapprocher nos gestes quotidiens ou nos pratiques professionnelles de leurs impacts finaux. Un enjeu majeur est de rendre cette information accessible, intelligible et actionnable pour le plus grand nombre.*

*Open Planet Facts concilie la logique numérique collaborative et ouverte avec un ancrage territorial nécessaire à l'appréhension des questions environnementales : possibilité pour les citoyens de comprendre les impacts de l'activité humaine sur leur environnement immédiat, acteurs et dispositifs de médiation physique à l'information environnementale.*

## Le projet “Open Planet Facts” trouve plusieurs échos dans des actions actuelles de #Reset :

- **La méthode** : pour transformer le numérique, #Reset mise sur une démarche collective, à savoir la formation de “coalitions” d’acteurs qui représentent l’offre, la commande et l’usage, et souhaitent, sur un thème donnée, changer l’ordre établi.
- **Les thématiques traitées** : les orientations de ce projet sont alignées aux ambitions portées par la coalition “pour des données environnementales d’intérêt général actionnables par les acteurs du territoire”. Il convient dans ce cadre de voir comment et en quoi, la mobilisation de données environnementales peuvent aider à la transition écologique.
- **L’ancrage** : le programme #Reset entend créer et animer des coalitions à différentes échelles, et en particulier celle du territoire. Des cartographies d’acteurs et des ateliers territorialisés ont été animés en ce sens; pour voir en quoi OPF peut outiller des stratégies concrètes de transition sur le territoire.
- **Dynamique communautaire** : OPF est un projet ouvert et collaboratif, basé sur une communauté d’acteurs de tous horizons : société civile, acteurs publics, acteurs de la recherche, etc.

## Ce que l’animation de cette phase exploratoire auprès du CNES a permis :

- identifier des **communautés d’acteurs** et de comprendre au mieux l’écosystème de producteurs et d’utilisateurs des données environnementales,
- réaliser un large **inventaire de cas d’usages**, de bases de données environnementales et de leurs formes de médiations,
- développer une **méthodologie d’animation** d’atelier pour comprendre quelle donnée et quelle mise en forme de cette dernière permet de mieux comprendre les enjeux et d’impacter favorablement la transition écologique.

*Cette phase d’exploration a été animée par la Fing en équipe étendue avec la SCOP la Turbine, les designers du Collectif BAM, les experts Simon Chignard et Charles Népote.*

## | VILLE DE LYON

**Orientations stratégiques pour un numérique choisi ; propositions issues d'une démarche stratégique et participative au sein des services de la ville de Lyon.**

Au moment de construire sa stratégie et sa feuille de route numérique, La Ville de Lyon a fait le choix politique d'affirmer **cinq intentions qui guideront ses actions : la sobriété numérique, la souveraineté numérique, la proximité, la valorisation de la donnée et l'efficacité des politiques publiques** et d'en explorer les potentiels. Pour ce faire, l'adjoint au maire en charge du numérique, Bertrand Maes, a impulsé une démarche portée par les services de la collectivité et incarnée par une trentaine d'Ambassadeurs. La Fing a contribué à cette démarche en partenariat avec le cabinet de conseil Chronos-Auxilia.

Ces cinq thématiques qui constituent les piliers de la stratégie numérique, devaient d'abord faire l'objet de définitions communes et incarnées par des exemples concrets : le cheminement permettant de fonder une culture collective est passé par le repérage d'actions déjà en cours, de leviers, d'obstacles, et la construction d'échanges entre pairs sur la base d'apports de fond et de méthode. Par exemple les choix de sobriété numérique ont pu être discutés sur la base du bilan carbone de la Ville et de premières initiatives, les choix de souveraineté se confrontent à des questions de moyens et d'usage et font l'objet d'expérimentations permettant de lever les difficultés : la démarche se dote ainsi de principes qui vont guider les projets, et de processus transformateurs.

Ce parcours d'un peu plus de six mois que nous avons été heureux d'accompagner a convoqué à plusieurs reprises des éléments de connaissance et de méthode issus des travaux de #Reset. Il nous a aidés à comprendre en quoi #Reset est utile aux acteurs en demande d'apports pour une transformation numérique contemporaine, qui prend mieux en compte la nécessité de sobriété et d'autonomie. Que ce soit par son ambition ou sa méthodologie de dynamique collective, #Reset infuse, facilite et pousse à la transformation.

#Reset cherche au-delà du discours, à opérationnaliser les intentions. A mesure qu'il se développe, il outille des feuilles de route, fait émerger des projets ou les renforce. Ils peuvent émerger du travail des coalitions, comme ce sera le cas en 2022,. Ils peuvent aussi naître de toutes formes de

coopérations, à l'initiative d'acteurs extérieurs à notre programme et qui pourront par la suite rejoindre #Reset.

Voici deux exemples de projets accompagnés par la Fing en 2021, qui incarnent la recherche d'impact en convergence avec les ambitions de #Reset.

# Quelles transformations numériques contemporaines de l'action publique ?

Nous partageons ici un cadre d'action collective permettant de mobiliser #Reset dans les nouvelles dynamiques du numérique.

La transformation numérique de l'action publique est passée au fil des 25 dernières années d'une phase pionnière à une industrialisation, le numérique venant à la fois optimiser les process, réduire les coûts et (parfois) simplifier les démarches des usagers. Les résultats sont ambivalents, les horizons ne sont plus les mêmes : les dynamiques de #Reset permettent de les revisiter, d'en reformuler les défis, confiance, proximité humaine et géographique, sobriété entre autres.

C'est un axe-clé de nos travaux sur lequel nous sommes souvent appelés à intervenir, à la fois parce que l'acteur public peut être exemplaire, qu'il peut faire levier (dans ses choix d'achats, d'investissement, de soutien à l'innovation) et parce que ses défaillances sont désastreuses pour les citoyens, usagers, contribuables. Nos contributions au programme IncubO de la préfecture de région Occitanie, notre coopération avec le CNFPT et l'INET sur l'action publique et le numérique en temps de crise, nos interventions devant les directeurs de la Région Centre Val de Loire, nos participations au programme Numérique en communs de l'ANCT et de la MedNum ont renforcé nos appuis et la conviction qu'il ne s'agit pas seulement de "toujours plus de numérique" mais d'affirmer des choix et des intentions pour un meilleur numérique au service de l'intérêt général.

Des évolutions intéressantes se font jour. En publiant leur manifeste fin 2020, les 48 Opérateurs publics de services numériques réunis dans l'association Déclic ont affirmé des valeurs de liberté, de neutralité, d'inclusion, de durabilité, de partage. En engageant sa mission interministérielle greentech la Dinum a fait progresser la prise en compte par l'Etat des enjeux d'achat responsable (avec la DAE et l'INR) et plus largement l'écoresponsabilité. En se démarquant, à l'automne 2021, d'une dématérialisation à marche forcée, la ministre de la Transformation et de la fonction publique vient elle-même souligner l'importance d'un numérique choisi plutôt que subi : la dématérialisation de 100% des services doit s'articuler avec le maintien de canaux alternatifs et le renforcement de

l'accompagnement. Un nombre croissant d'acteurs publics affirment des choix de souveraineté numérique. Des nouveaux modèles d'action publique et collective reposant sur les communs prennent leur essor : au premier plan la Fabrique des Mobilités, impulsée par l'Ademe et montrant le chemin à d'autres Fabriques : des modalités qui pourront s'articuler avec les coalitions #Reset.

# Conviction #Reset et engagement des acteurs et de l'écosystème

2021 a été l'occasion d'animer des coalitions pilotes, d'expérimenter des méthodologies d'animation et d'engagement. Ce que nous retenons principalement c'est qu'un chemin est nécessaire entre l'énoncé d'une coalition possible et son point de départ. Il convient en effet de discuter, expliciter, documenter et faire partager le diagnostic initial afin de construire le noyau et le premier cercle de contributeurs.

Ce design d'engagement s'articule autour de jeux d'acteurs, partageant les intentions d'une nécessaire transformation. Singulièrement, le cadre d'action qu'offre #Reset vise à l'engagement de beaucoup d'autres et de différentes natures :

- Action publique comme à travers le séminaire des soutenabilités de France Stratégie,
- Villes et territoires partenaires comme la Métropole Grand Lyon, La Collectivité Territoriale de Corse ou Centre-Val-de Loire,
- Acteurs du numérique dont la dynamique Planet Tech Care,
- Entreprises au-delà des plateformes et politiques de RSE,
- Société civile, par la contribution de la fédération des centres sociaux...

# BOÎTE À OUTILS

## S'APPROPRIER LA DÉMARCHÉ

↓ [Lexique](#) | Comprendre le vocabulaire #Reset

↓ [Charte Reset](#) | Principes d'engagement dans la communauté Reset

↓ [Panorama des familles de coalition #Reset](#) | Adresser les champs spécifiques de la transformation numérique contemporaine

## OUTILLER LA COMMUNAUTÉ ET FACILITER LA PRODUCTION DES COALITIONS

↓ [Méthodologie de l'action en coalition](#) | Créer et agir en coalition

↓ [Les 7 qualités du numérique](#) | Définir un impact significatif

↓ [Couples acteurs-leviers](#) | Trouver des moyens d'action pour faire levier

## INSPIRER POUR L'ACTION - COMPRENDRE LES ENJEUX CONTEMPORAINS DU NUMÉRIQUE

↓ [Cahier d'enjeux Reset](#) | Quel numérique voulons-nous pour demain

↓ [Reset et les Objectifs de Développement Durable](#) | Un numérique tourné vers les ODD

↓ [Livret Reset pour les territoires](#) | Accompagner une démarche numérique responsable territoriale d'ensemble

 [Éclairages, webinaire Reset for Executives](#)

 [Démocratie ou micro ciblage il faut choisir](#) | Point de vue de Tariq Krim

 [Le numérique, Le grand oublié de la transition écologique](#) | Point de vue de Françoise Berthoud

 [Le problème des fake news, ce n'est pas qu'elles soient fake](#) | Point de vue de Tommaso Venturi

-> [Plaidoyer pour un "Reset" juridique](#) | Le développement du numérique remet en cause certains équilibres juridiques qui nous éloignent des grands principes. Selon Jérôme Giusti, avocat, il faudrait maintenant réfléchir à de nouvelles régulations

# Mise à l'agenda des coalitions

A l'issue de cette phase d'animation de coalitions pilotes, une méthodologie approfondie est organisée pour faciliter et garantir les transformations visées par les coalitions (déroulé, expérience, rôles, ressources...).

Inspiré par le design d'engagement et la méthodologie d'animation de Museomix propice à l'agentivité, #Reset se pense et se construit comme un commun numérique. Plusieurs outils et critères ont été conçus pour faciliter la création de coalitions, leur animation et production.

3 phases sont nécessaires à l'atterrissage des intentions des coalitions :

- **Cadrage et première mobilisation** : l'idée est dans un premier temps d'identifier et discuter du périmètre de la coalition - de quel sujet parle-t-on ? En quoi est-il d'actualité et en quoi #Reset peut être un cadre pour faire atterrir des transformations ?

Avant de passer à la phase suivante, il convient de s'assurer que les trois parties prenantes aux coalitions (offre/commande/usage) sont équilibrées et en mesure de se positionner, et que les ressources supports sont également suffisantes.

- **S'accorder et faire consensus** : cette seconde phase vise à préciser le diagnostic de départ et les intentions de transformations. Elle permet aussi d'identifier les ressources inspirantes, les acteurs et leur dynamique. Cet autodiagnostic, vise à s'accorder sur ce qui est souhaitable, ce qui devrait changer, les leviers et acteurs à convoquer et ainsi faire consensus. Un objectif phare visé ici : créer les conditions d'engagement d'une démarche commune, dont la confiance, et reposant sur des supports méthodologiques et des temps collectifs. Un ou plusieurs objets d'atterrissage sont alors définis.

- **Expérimentation et transformation à l'œuvre** : soutenues par la communauté, des mentors et des temps collectifs propices à la production, les coalitions construisent et témoignent de leurs avancées. Il peut s'agir de démarche de mutualisation, de développement commun, de plaidoyer, d'enquêtes ou autre... L'enjeu ici est de maintenir l'engagement dans la durée et faciliter, en mobilisant des ressources de design nécessaires, l'atterrissage et la documentation des productions visées par les coalitions.

# Reset en 2022

2022 invite à travailler ensemble sur 5 coalitions :

1. Pour des données environnementales d'intérêt général actionnables par les acteurs du territoire,
2. Pour une feuille de route Self Data des acteurs publics européens,
3. Pour un numérique au service de la qualité démocratique,
4. Dématérialiser sans déshumaniser,
5. Pour des systèmes algorithmiques et d'IA responsables et maîtrisés.

↓ [Retrouvez le dossier de partenariat #Reset en 2022](#)

# Crédits et remerciements

**Auteurs** : Matthieu Brient, Sophie Fourquet-Mahéo, Jacques-François Marchandise

## Licence

Sauf mentions contraires, ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 France : <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/fr/>

Vous êtes libre de partager, reproduire, distribuer et communiquer ce document, l'adapter et l'utiliser à des fins commerciales à condition de l'attribuer de la manière suivante :

**La Fing, “#Reset, une démarche apprenante, Yearbook 2021” - janvier 2022**

Ce document ne doit pas être attribué d'une manière qui suggérerait que la Fing vous approuve, vous ou votre utilisation de l'œuvre.

## Remerciements

Les rencontres #Reset days, ateliers, séminaires organisés dans le cadre du programme Rest ont fourni une riche matière contributive. Nous remercions chacun des participants.

Nous remercions également les organisations qui ont contribué à l'engagement des coalitions (ICPC, wikimedia, PNDB, Labelia, RFFlabs, Planet Tech' Care, Fédération des centres sociaux, France stratégie, CNIL, Dataactivist, La Turbine, Chronos, CNES, collectif BAM, Ti Lab, Fréquence écoles, DINUM, SCIC TETRIS).

#Reset est une démarche qui mobilise toute l'équipe Fing, nous remercions Sarah Medjek et Bruno Louis Séguin pour leur contribution.

Le programme #Reset est possible grâce à la contribution humaine et financière :

- de nos **partenaires** (Ademe, la Banque des territoires, Berger Levrault, Grand Lyon, Le groupe La Poste, la métropole européenne de Lille, Open Data France, Orange, la Région Bretagne, la Région Centre Val-de-Loire, la 27e Région, Vraiment Vraiment),
- et des **adhérents de la Fing** .

Nous les remercions particulièrement.

# Yearbook 2021

